

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement d'Occitanie
320 Chemin de Maquens
ZI la Bouriette - CS 70069
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA Distillerie Sud Languedoc

76 Avenue des Corbières
11200 Ornaisons

Références : 2024-146
Code AIOT : 0006600370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement SCA Distillerie Sud Languedoc implanté La Prade 11130 Sigean. L'inspection a été annoncée le 03/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est diligentée dans le cadre d'une plainte pour nuisances sonores par un couple de riverains mitoyens au site de distillation de Sigean et dont la source proviendrait de l'unité de chaufferie à biomasse.

L'objectif recherché dans l'organisation de cette visite associant plaignant-exploitant-administration (service d'inspection ICPE) est :

- constater l'ampleur des nuisances perçues à l'intérieur de l'habitation du plaignant
- identifier - si possible - la nature du bruit à l'origine des principales nuisances sonores perçues

- identifier et localiser - si possible - le ou les équipement(s) à l'origine des principales nuisances
- proposer des aménagements réalisables dans des délais contraints
- acter d'un plan d'action (mise en œuvre de solutions techniques) avant le 21 juin 2024
- diligenter une campagne de mesures sonores (installations en fonctionnement et installations à l'arrêt) pour apprécier l'efficacité des actions conduites

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA Distillerie Sud Languedoc
- La Prade 11130 Sigean
- Code AIOT : 0006600370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site de distillation comprenant un ensemble d'installations connexes : stockage alcools, stockage marcs, chaufferie gaz, chaufferie biomasse, bassins d'évaporation d'effluents ...

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	BRUIT - Niveaux de bruits	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	BRUIT - Valeurs d'émergence	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Voies d'accès	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 2.1.1, 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 mois
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 5.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étude de mesures de bruit du 16 novembre 2023 réalisée par le cabinet d'étude ANTEA à la demande de la distillerie de Sigean met en évidence un dépassement des seuils réglementaires (niveau sonore et émergence).

Le jour de la visite, aucune nuisance sonore à l'intérieur de l'habitation du plaignant n'a été constaté (ouvrants fermés et des conditions météorologiques plutôt favorables à une bonne dispersion des bruits).

Conditions climatique le jour de la visite, le 17/04/2024 à 09h15 :

Direction du vent : Nord-Ouest

Vent de l'ordre de 34 km/h avec des rafales
Température : 15 °C
Ciel dégagé, ensoleillé, quelques nuages
Pluie : pas de précipitation

Un dialogue a pu s'établir entre les protagonistes (plaignant-exploitant) pour aboutir à un consensus et un engagement de la part de l'exploitant pour la réalisation des aménagements sur les trois principales sources sonores identifiées (vanne rotative alimentation trémies à poussières : pièce défaillante déjà remplacée ; échappement du dispositif de dé-colmatage du filtre à poussières : solution connue et déjà identifiée par l'exploitant ; zone de dé-colmatage des suies dans le rejet des fumées à l'intérieur du bâtiment chaufferie : investigations à mener pour retenir la meilleure solution de traitement possible) d'ici le 21 juin 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : BRUIT - Niveaux de bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux de bruits		
Prescription contrôlée :		
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée:		
périodes	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)
Une mesure des émissions sonores et de l'émergence est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié au plus tard pour la fin du 1er trimestre 2015 et, notamment à la demande de l'inspection des installations classées, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.		
Constats :		
L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesures de bruit en novembre 2023 par le cabinet d'étude ANTEA. Le rapport présenté confirme un léger dépassement sur le point de mesure n°3 (côté chaufferie gaz) (relevé 61 dbA pour un seuil à 60 dbA). L'inspection note l'absence de point de mesure en limite de propriété entre la distillerie et le plaignant.		
Par ailleurs, les échanges avec le plaignant ont permis à l'exploitant de confirmer trois principales sources de nuisances sonores liées au fonctionnement de sa chaufferie à biomasse. Il s'agit : - la vanne rotative alimentation trémies à poussières : pièce défaillante identifiée par l'exploitant et qui a déjà été remplacée - les échappements du dispositif de dé-colmatage du filtre à poussières disposé en hauteur : une		

solution de traitement du bruit à ce niveau est connue et est déjà identifiée par l'exploitant. L'exploitant dispose d'un devis de réalisation à ce sujet (montant total : 5316,60€) et s'est engagé à la mise en œuvre de la solution au plus tard pour le 21 juin 2024

- la zone de dé-colmatage des suies dans le rejet des fumées à l'intérieur du bâtiment chaufferie : ce point n'avait pas été identifié par l'exploitant et demande des investigations complémentaires afin de cibler précisément la partie concernée et de définir les moyens réalisables à mettre en œuvre. L'exploitant s'est engagé à apporter des éléments complétés d'une réalisation de moyen de réduction du bruit d'ici le 21 juin 2024.

Action retenue :

L'inspection propose de prendre acte de l'échéance de réalisation convenue avec le plaignant : 21 juin 2024

La prochaine campagne de mesures devant intervenir après la réalisation des travaux de réduction du bruit devra intégrer ce nouveau point de mesure.

L'exploitant est invité à étudier l'évolution de l'alarme de recul du chouleur de chargement de copeaux de bois et de rédiger des modalités de fonctionnement de la chaufferie bois en interdisant toute action de chargement nocturne : sous 2 mois.

L'inspection, à ce stade des engagements pris, propose de suivre les actions de réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : BRUIT - Valeurs d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs d'émergence

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats :

L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesures de bruit en novembre 2023 par le cabinet d'étude ANTEA. Le rapport présenté confirme un dépassement nettement marqué de l'émergence en zone à émergence réglementée sur le point de mesure n°4 (habitation du plaignant) (Diurne : relevé 9,2 dbA pour un seuil à 5 dbA ; Nocturne : relevé 3,4 dbA pour un seuil à 3 dbA).

L'inspection constate que les mesures de bruit "installations à l'arrêt" ont été appréciées par ANTEA par une méthode de simulation consistant à décaler de 200 m le point de mesure "installations en fonctionnement". Or, le rapport à ce sujet ne précise pas cette méthodologie retenue par ANTEA et ne donne aucune motivation quant à l'adoption de cette méthode, d'autant plus que des mesures avec et dans installations en fonctionnement sont tout à fait réalisables (possibilité confirmée par l'exploitant).

Par ailleurs, le profil retenu dans la simulation des installations à l'arrêt maintient un bruit de fond mesuré pendant les installations en fonctionnement ce qui empêche de caractériser l'impact réel des installations en fonctionnement (l'inspection s'interroge sur la suffisance de la distance des 200 m retenue par ANTEA par rapport aux cycles sonores relevés).

L'inspection note qu'il y a la possibilité d'organiser des mesures de bruit avec les installations en fonctionnement et avec les installations à l'arrêt.

L'inspection note que le rapport ANTEA de novembre 2023 est incomplet (absence de mesures "installations à l'arrêt") et que les éléments d'accompagnement de la simulation retenue par ANTEA sont incomplets.

Par ailleurs, les échanges avec le plaignant ont permis à l'exploitant de confirmer trois principales sources de nuisances sonores liées au fonctionnement de sa chaufferie à biomasse. il s'agit :

- la vanne rotative alimentation trémies à poussières : pièce défectueuse identifiée par l'exploitant et qui a déjà été remplacée
- les échappements du dispositif de dé-colmatage du filtre à poussières disposé en hauteur : une solution de traitement du bruit à ce niveau est connue et est déjà identifiée par l'exploitant. L'exploitant dispose d'un devis de réalisation à ce sujet (montant total : 5 316,60€) et s'est engagé à la mise en œuvre de la solution au plus tard pour le 21 juin 2024
- la zone de dé-colmatage des suies dans le rejet des fumées à l'intérieur du bâtiment chaufferie : ce point n'avait pas été identifié par l'exploitant et demande des investigations complémentaires afin de cibler précisément la partie concernée et de définir les moyens réalisables à mettre en œuvre. L'exploitant s'est engagé à apporter des éléments complétés d'une réalisation de moyen de réduction du bruit d'ici le 21 juin 2024.

Action retenue :

L'inspection propose de prendre acte de l'échéance de réalisation convenue avec le plaignant : 21 juin 2024

La prochaine campagne de mesures devant intervenir après la réalisation des travaux de réduction du bruit devra intégrer des mesures terrains installations en fonctionnement et installations à l'arrêt.

Le rapport ANTEA de mesures de bruit de novembre 2023 doit être complété par ANTEA pour justifier sa méthodologie de mesure "installations à l'arrêt".

L'inspection, à ce stade des engagements pris, propose de suivre les actions de réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Voies d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 2.1.1, 2.3.1
Thème(s) : Autre, Voies d'accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.1 : Objectifs généraux L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour: limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ; prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>Article 2.3.1 : Propreté L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'établissement et ses abords sont tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les voies de circulation, l'intérieur des ateliers, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières. Lorsque les travaux ne portent que sur une partie des installations dont le reste demeure en exploitation, toutes les précautions telles que vidange, dégazage, neutralisation des appareils, isolement des arrivées et des départs des installations, obturation des bouches d'égout ..., sont prises pour assurer la sécurité. Toutes dispositions sont mises en œuvre pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la partie de voirie commune à la distillerie et aux riverains (en particulier le plaignant) est très dégradée. Cette dégradation est en partie due, au regard de la situation, aux passages réguliers des poids lourds qui viennent à la distillerie.</p>

<p><u>Action retenue :</u></p> <p>L'exploitant est invité à se rapprocher des différentes parties concernées par l'usage de ce chemin de service (exploitant - plaignant - service technique de la mairie - jardins potagers) pour acter des actions à mettre en œuvre dans le cadre de la réfection de ce chemin d'accès.</p> <p>A ce stade, l'inspection propose de laisser la main aux parties concernées afin de décider des actions à mettre en œuvre et dans quels délais. Un point de situation pourra utilement être réalisé avant fin 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 8 mois</p>

N° 4 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 5.1.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>Les déchets entreposés sur le site sont régulièrement évacués, sans excéder trois mois de production.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de bennes à déchets sur un terrain adjacent à la distillerie mais qui n'est pas inclus dans le périmètre de son autorisation.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate également que ces bennes à déchets sont, pour certaines, très dégradées (rouillées, percées, cassées) et laisse s'écouler les produits qu'elles contiennent tracés blanches autour de certaines bennes).</p> <p>Action retenue :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de retirer sous 3 mois au plus tard l'ensemble des bennes à déchets dont l'état ne permet plus le stockage dans de bonnes conditions des déchets contenus.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, de réserver une zone de stockage des déchets sur son site respectant la condition de trois mois de production.</p>

A ce stade, l'inspection propose de suivre la réalisation de cette action.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois